



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, RIOU Michel, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

CANN Joël (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
PHILIPPE Georges (pouvoir à GRALL Renaud)
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TRMAL Marie-France (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
SOUN Véronique (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Absents

BERVAS Viviane, BOSSER Christian, THOMIN Mélanie

Conseil de Communauté du 29 septembre 2023
Délibération n°DCC2023_156

Objet	Durée d'amortissement - travaux de réseaux d'eaux pluviales urbaines
Rapporteur	Frédéric KERLAN
Service	Service Finances
Thème	Finances

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Il convient d'amortir les travaux réalisés par la Communauté dans le cadre de cette compétence et ainsi de fixer la durée d'amortissement des dépenses réalisées au titre de ces derniers.

La durée à fixer par le conseil de Communauté doit être cohérente avec la durée de l'utilisation attendue de l'immobilisation financée et dans la limite fixée par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Les durées réglementaires sont de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études ; trente ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations et de quarante ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructure d'intérêt national.

Au regard de la nature de ces travaux, il est proposé au conseil de Communauté de fixer leur durée d'amortissement à 25 ans.

Cette durée sera communiquée aux communes afin qu'elles l'appliquent pour amortir leur attribution de compensation d'investissement versée à la Communauté au titre du financement des investissements associés à la gestion des eaux pluviales urbaines.

Il est précisé que l'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit toutefois des simplifications pour les attributions de compensation d'investissement, lesquelles peuvent être amorties en année pleine et sur une durée d'un an, si elles sont inférieures à un seuil fixé par chaque conseil municipal.

Il appartiendra ainsi à chaque conseil municipal de fixer le cas échéant ce seuil.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la délibération en date du 17/09/2021 actant le transfert de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » à la Communauté,

Vu la nécessité de fixer la durée d'amortissement des dépenses réalisées au titre de cette compétence,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 14 septembre 2023

Vu l'avis favorable de la Commission environnement du 12 septembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 29 août 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe à 25 ans la durée d'amortissement des dépenses d'investissement réalisées par la Communauté dans le cadre de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » (réseaux d'eaux pluviales),

Article 2 : invite les conseils municipaux des communes membres de la Communauté à acter cette durée d'amortissement applicable à leurs attributions de compensation d'investissement versées au titre du financement de cette compétence.